

Vu l'arrêté royal du 30 août 1985 portant nouvelle réglementation de l'octroi des allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, notamment l'article 11;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté royal du 30 août 1985 portant nouvelle réglementation de l'octroi des allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle entre en vigueur le 1er janvier 1986; qu'il serait inéquitable de laisser subsister des différences entre les activités non rémunérées permises aux prépensionnés soumis aux dispositions de cet arrêté, et aux prépensionnés soumis aux dispositions antérieures; qu'il s'impose donc de prendre sans retard des mesures en la matière,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application de l'article 11 de l'arrêté royal du 30 août 1985 portant nouvelle réglementation de l'octroi des allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, sont prises en considération les activités qui répondent aux conditions suivantes :

1° l'activité non rémunérée effectuée pour son propre compte ou pour des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré;

2° l'activité non rémunérée effectuée pour un organisme ou une association de fait ou de droit, dont le but non lucratif est :

— soit d'utilité publique;

— soit culturel, social ou humanitaire;

— soit de satisfaire des besoins collectifs qui autrement n'auraient pas été rencontrés.

L'association ou l'organisme doivent préalablement faire examiner par l'inspecteur régional du chômage de l'Office national de l'Emploi, s'ils remplissent les conditions visées ci-dessus. L'inspecteur notifie sa décision dans les trois mois qui suivent le jour de la réception de la demande.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1986.

Bruxelles, le 3 septembre 1985.

M. HANSENNE

Gelet op het koninklijk besluit van 30 augustus 1985 houdende een nieuwe reglementering van toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel bruggpensioen, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 30 augustus 1985 houdende een nieuwe reglementering van toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel bruggpensioen in werking treedt op 1 januari 1986; dat het onbillijk zou zijn verschillen te laten bestaan tussen onbezoldigde activiteiten toegelaten aan bruggepensioneerden die aan de bepalingen van dit besluit onderworpen zijn, en aan bruggepensioneerden die aan de vorige bepalingen onderworpen zijn; dat het desbetreffend dus noodzakelijk is onverwijld maatregelen te treffen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van artikel 11 van het koninklijk besluit van 30 augustus 1985 houdende een nieuwe reglementering van toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel bruggpensioen, komen de activiteiten zonder loon die aan de volgende voorwaarden beantwoorden in aanmerking :

1° de activiteit zonder loon verricht voor zichzelf of voor bloed- of aanverwanten tot de tweede graad;

2° de activiteit zonder loon verricht voor een organisme of een feitelijke of rechtsvereniging, waarvan het niet-winstgevend doel :

— ofwel van openbaar nut is;

— ofwel cultureel, sociaal of humanitair is;

— ofwel het voldoen is aan collectieve behoeften aan dewelke anders niet zou voldaan worden.

De vereniging of het organisme moeten voorafgaandelijk doen onderzoeken door de gewestelijke werkloosheidsinspecteur van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, of zij voldoen aan de bovenvermelde voorwaarden. De inspecteur betekent zijn beslissing binnen de drie maanden die volgen op de dag van de ontvangst van de aanvraag.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1986.

Brussel, 3 september 1985.

M. HANSENNE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F 85 — 2565

16 SEPTEMBRE 1985. — Décret modifiant le Code forestier (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 1er du Code forestier est complété par les dispositions suivantes :

« 3°bis Dans la Région Wallonne, les bois et forêts dans lesquels l'Etat, les communes ou les établissements publics ont des droits de propriété indivis entre eux ou avec des particuliers;

4° Dans la Région Wallonne, les terrains incultes, accessoires des bois et forêts, visés aux 1°, 2°, 3° et 3°bis. »

Art. 2. L'article 1erbis du Code forestier, inséré par le décret du 19 décembre 1984, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1erbis

Dans la Région Wallonne, les bois et forêts et les terrains incultes des communes ou des établissements publics ainsi que ces mêmes biens dans lesquels les communes ou les établissements publics ont des droits de propriété indivis, ne peuvent être aliénés ni faire l'objet d'un changement de mode de jouissance sans autorisation de l'Exécutif.

Les bois et forêts et les terrains incultes visés à l'alinéa 1er demeurent soumis au régime forestier nonobstant toute aliénation ou changement de mode de jouissance, sauf autorisation de l'Exécutif. »

(1) Session 1984-1985.

Document du Conseil, 171 (1984-1985), n° 1.

Compte rendu intégral, séance publique du 2 septembre 1985.

Discussion. — Vote.

Art. 3. Un article 179bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Code forestier :

« Article 179bis

§ 1er. Dans la Région Wallonne, nul ne peut, sans une autorisation préalable, écrite et expresse de l'agent forestier chef d'inspection, pratiquer aucune coupe ni aucun abattage dans les bois et forêts et les terrains incultes qui ont été soumis au régime forestier en application de l'article 1er.

L'autorisation peut être assortie de conditions destinées à sauvegarder la bonne gestion des biens. La décision de refus d'autorisation doit être motivée.

La validité de l'autorisation est d'un an. Elle peut être prorogée pour une seconde période d'un an, même lorsqu'elle est délivrée sur recours.

§ 2. La demande d'autorisation accompagnée du dossier est adressée par envoi recommandé à la poste à l'agent forestier chef d'inspection du ressort dans lequel se situent les biens.

Lé dossier comprend :

- l'objet précis et détaillé de la demande;
- la désignation cadastrale et la situation des parcelles sur plan au 10/000e;
- la nature des essences peuplant principalement chacune des parcelles.

L'agent forestier chef d'inspection peut en outre exiger tout renseignement complémentaire nécessaire à fonder sa décision.

Sans préjudice de l'alinéa 2, l'Exécutif peut déterminer la forme et la composition du dossier.

Si le dossier n'est pas complet, l'agent forestier chef d'inspection le renvoie au demandeur, par pli recommandé à la poste, en lui indiquant que la procédure doit être recommencée.

§ 3. A défaut de notification de l'autorisation dans le délai de 60 jours ou en cas de refus, le demandeur peut, dans les 30 jours, introduire par pli recommandé à la poste, un recours auprès de la Députation permanente. Copie du recours est adressée par celle-ci à l'agent forestier chef d'inspection dans les cinq jours de la réception. Le demandeur comme l'agent forestier chef d'inspection ou leur délégué sont, à leur demande, entendus par la Députation permanente. Lorsqu'une partie demande à être entendue, l'autre partie est invitée à comparaître. La décision de la Députation permanente est notifiée aux parties dans les 60 jours de la date du dépôt à la poste

de l'envoi recommandé contenant le recours. Lorsque les parties sont entendues, le délai est prolongé de 15 jours. Le défaut de notification dans les délais prescrits équivaut à un refus d'autorisation.

Le demandeur comme l'agent forestier chef d'inspection peuvent introduire un recours auprès de l'Exécutif dans les trente jours qui suivent la réception de la décision de la Députation permanente ou du défaut de notification. Ce recours, de même que le délai pour le former, est suspensif. Il est envoyé, par pli recommandé à la poste à l'Exécutif qui en adresse copie à l'autre partie dans les cinq jours de la réception. Le demandeur comme l'agent forestier chef d'inspection ou leur délégué sont à leur demande, entendus par l'Exécutif ou son délégué. Lorsqu'une partie demande à être entendue, l'autre partie est invitée à comparaître. La décision de l'Exécutif est notifiée aux parties dans les soixante jours de la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le recours. Lorsque les parties sont entendues, le délai est prolongé de quinze jours. L'absence de décision notifiée dans les délais prévus équivaut au refus d'autorisation.

Les décisions de la Députation permanente et de l'Exécutif sont motivées. L'autorisation délivrée peut être assortie de conditions.

Art. 4. Un article 184, rédigé comme suit, est inséré dans le Code forestier :

« Article 184

Sont punis d'un emprisonnement de huit à quinze jours et d'une amende de 26 à 2 000 francs ou d'une de ces peines seulement ceux qui auront enfreint les prescriptions de l'article 179bis ou qui n'auront pas respecté les termes et conditions de l'autorisation donnée en application de cet article.

Outre ces peines, il sera fait application des dispositions du titre XII du présent Code aux infractions commises dans la Région Wallonne.

Les dispositions du livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables.

Art. 5. L'article 41, § 1er, alinéa 1er, 2bis, du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, inséré par le décret du 19 décembre 1984, est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 septembre 1985

Le Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région Wallonne, chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Budget et l'Energie,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale

V. FEAUX

Le Ministre de la Région Wallonne pour le Logement et l'Informatique

J. MAYENCE-GOOSSENS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 85 — 2565

16. SEPTEMBER 1985. — Dekret zur Abänderung des Forstgesetzbuches (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Artikel 1 des Forstgesetzbuches wird durch folgende Bestimmungen ergänzt :

« 3. *bis*. — in der Wallonischen Region — die Wälder und Forste, in denen der Staat, die Gemeinden oder die öffentlichen Einrichtungen unter sich oder zusammen mit Privatpersonen ungeteilte Eigentumsrechte haben;

4. — in der Wallonischen Region — das Ödland zu den in den Punkten 1, 2, 3 und 3 *bis* erwähnten Wäldern und Forsten. »

Art. 2. Der durch das Dekret vom 19. Dezember 1984 eingefügte Artikel 1 *bis* des Forstgesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 1 *bis*

In der Wallonischen Region dürfen die Wälder und Forste und das Ödland der Gemeinden und der öffentlichen Einrichtungen sowie diese gleichen Güter, in denen die Gemeinden oder die öffentlichen Einrichtungen ungeteilte Eigentumsrechte haben, ohne die Genehmigung der Exekutive weder veräußert werden noch Gegenstand einer Änderung der Art des Niessbrauchs sein. Ungeachtet jeder Veräußerung oder Änderung der Art des Niessbrauchs unterliegen die Wälder und Forste und das Ödland, die in Absatz 1 erwähnt sind, weiterhin der Forstordnung. »

Art. 3. Ein Artikel 179 *bis* mit folgendem Wortlaut wird in das Forstgesetzbuch eingefügt :

« Artikel 179 *bis*

§ 1. In der Wallonischen Region darf niemand ohne vorherige, schriftliche oder ausdrückliche Genehmigung des Forstbediensteten-Inspektionschef einen Hieb bzw. eine Fällung in den Wäldern und Forsten und im Ödland vornehmen, die der Forstordnung in Anwendung des Artikels 1 unterworfen worden sind.

Die Genehmigung kann mit Bedingungen zur Wahrung der guten Verwaltung der Güter verbunden sein. Die Entscheidung über die Verweigerung der Genehmigung muss begründet sein.

Die Genehmigung ist für ein Jahr gültig. Sie kann für eine zweite Periode von einem Jahr verlängert werden, auch wenn sie nach Einspruch erteilt wird.

§ 2. Der Antrag auf Genehmigung wird zusammen mit der Akte per Einschreiben bei dem Forstbediensteten-Inspektionschef des Bezirks gestellt, in dem die Güter liegen.

Die Akte enthält :

- den genauen und detaillierten Gegenstand des Antrags;
- die Katasterbezeichnung und die Lage der Parzellen auf einem Plan i.M. 10 : 1 000;
- die Art des Hauptbestands jeder Parzelle.

Der Forstbedienstete-Inspektionschef kann ausserdem jede zusätzliche Auskunft verlangen, die zur Begründung seiner Entscheidung notwendig ist.

Unbeschadet des Absatzes 2 kann die Exekutive die Form und die Zusammensetzung der Akte bestimmen.

Wenn die Akte nicht vollständig ist, schickt der Forstbedienstete-Inspektionschef sie dem Antragsteller per Einschreiben zurück, und er teilt diesem mit, dass das Verfahren wieder eingeleitet werden muss.

§ 3. Falls die Genehmigung nicht innerhalb 60 Tagen zugestellt wird oder falls sie verweigert wird, kann der Antragsteller innerhalb 30 Tagen beim Ständigen Ausschuss Einspruch per Einschreibebrief erheben.

Binnen 5 Tagen ab Empfang schickt letzterer dem Forstbediensteten-Inspektionschef eine Abschrift des Einspruchs zu. Der Antragsteller sowie der Forstbedienstete-Inspektionschef oder ihr Vertreter werden auf ihr Verlangen vom Ständigen Ausschuss angehört. Verlangt eine Partei, angehört zu werden, wird die andere Partei auch vorgeladen. Der Beschluss des Ständigen Ausschusses wird den Parteien binnen 60 Tagen nach der Aufgabe des Einschreibebriefs bezüglich des Einspruchs zugestellt. Wenn die Parteien angehört werden, wird die Frist um 15 Tage verlängert. Wenn keine Zustellung innerhalb der vorgeschriebenen Fristen erfolgt, gilt die Genehmigung als verweigert.

Der Antragsteller sowie der Forstbedienstete-Inspektionschef können bei der Exekutive Einspruch erheben innerhalb 30 Tagen nach Empfang des Beschlusses des Ständigen Ausschusses oder — in Ermangelung einer Zustellung dieses Beschlusses, — innerhalb 30 Tagen nach der für diese Zustellung vorgesehenen Frist. Dieser Einspruch sowie die Frist für seine Einlegung hat aufschiebende Wirkung. Er wird der Exekutive per Einschreibebrief geschickt, die innerhalb fünf Tagen nach dem Empfang der anderen Partei eine Abschrift davon zukommen lässt.

Der Antragsteller sowie der Forstbedienstete-Inspektionschef oder ihr Vertreter werden auf Verlangen von der Exekutive oder ihrem Stellvertreter angehört. Verlangt eine Partei, angehört zu werden, wird die andere Partei auch vorgeladen. Der Beschluss der Exekutive wird den Parteien binnen 60 Tagen nach der Aufgabe des Einschreibebriefs bezüglich des Einspruchs zugestellt. Werden die Parteien angehört, wird die Frist um 15 Tage verlängert. Wenn der Beschluss nicht innerhalb der vorgesehenen Frist zugestellt wird, gilt die Genehmigung als verweigert.

Die Beschlüsse des Ständigen Ausschusses und der Exekutive werden begründet. Die erteilte Genehmigung kann mit Bedingungen verbunden sein.

Art. 4. Ein Artikel 184 mit folgendem Wortlaut wird in das Forstgesetzbuch eingefügt :

« Artikel 184

Mit einer Gefängnisstrafe von acht bis fünfzehn Tagen und mit einer Geldstrafe von 26 bis 2 000 Franken oder nur mit einer dieser Strafen werden diejenigen belegt, die die Vorschriften von Artikel 179 *bis* verletzt haben oder die den Wortlaut und die Bedingungen der in Anwendung dieses Artikels erteilten Genehmigung nicht eingehalten haben.

Ausser diesen Strafen werden die Bestimmungen des Titels XII des vorliegenden Gesetzbuches auf die in der Wallonischen Region begangenen Übertretungen angewandt.

Die Bestimmungen des ersten Buches des Strafgesetzbuches sind ohne Ausschluss des Kapitels VII und des Artikels 85 anwendbar. »

(1) Sitzungsperiode 1984-1985

Ratsdokumente 171 (1984-1985), Nr. 1.

Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 2. September 1985.

Diskussion. — Abstimmung

Art. 5. Der durch das Dekret vom 19. Dezember 1984 eingefügte Artikel 41, § 1, Absatz 1, Punkt 2bis des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird aufgehoben.

Verkünden das folgende Dekret, ordnen an, dass es im *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, am 16. September 1985.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region, beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,
J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region, beauftragt mit der Aufsicht
und den Auswärtigen Beziehungen,
A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,
Ph. BUSQUIN

Der Minister der Wallonischen Region für Wasser, Umwelt und Landleben,
V. FEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Wohnungswesen und Datenverarbeitung,
J. MAYENCE-GOOSSENS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 85 — 2585

16 SEPTEMBER 1985. — Decreet tot wijziging van het Boswetboek (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van het Boswetboek wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

« 3^o bis. In het Waalse Gewest, waarop de Staat, de gemeenten of de openbare instellingen met elkaar of samen met bijzondere personen onverdeelde eigendomsrechten hebben;

4^o In het Waalse Gewest, de in 1^o, 2^o, 3^o en 3^o bis bedoelde onbebouwde terreinen die van de bossen afhangen.

Art. 2. Artikel 1bis van het Boswetboek, ingevoegd bij het decreet van 19 december 1984, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 1bis

In het Waalse Gewest kunnen de bossen en onbebouwde terreinen van gemeenten of van openbare instellingen evenals diezelfde goederen waarop de gemeenten of de openbare instellingen onverdeelde eigendomsrechten hebben, niet vervreemd worden noch het voorwerp uitmaken van een wijziging in het genot zonder machtiging van de Executieve.

De in eerste lid bedoelde bossen en onbebouwde terreinen blijven, niettegenstaande elke vervreemding of wijziging in het genot, onder bosregeling behoudens machtiging van de Executieve. »

Art. 3. Een artikel 179bis, luidend als volgt, wordt in het Boswetboek ingevoegd :

« Artikel 179bis

§ 1. In het Waalse Gewest mag niemand zonder voorafgaande schriftelijke en uitdrukkelijke machtiging van de bosbeambte inspectie-chef enige uitkap noch vellen verrichten in de bossen en onbebouwde terreinen die bij toepassing van artikel 1 onder bosregeling vallen.

De vergunning kan vergezeld worden van voorwaarden met het oog op de bescherming van het goede beheer van de goederen. De beslissing om de vergunning te weigeren moet met redenen omkleed worden.

De rechtsgeldigheid van de vergunning bedraagt één jaar. Ze kan met een tweede periode van één jaar verlengd worden, zelfs indien zij op grond van een beroep verleend is.

§ 2. De vergunningsaanvraag vergezeld van het dossier wordt bij ter post aangetekende brief bezorgd aan de bosbeambte inspectie-chef van het gebied waarbinnen de goederen liggen.

Het dossier omvat :

- het nauwkeurige en omstandige doel van de aanvraag;
- de kadastrale bestemming en de ligging van de percelen op een plan op een schaal van 10/000;
- de aard van de houtsoorten die voornamelijk op ieder perceel geplant zijn.

De bosbeambte inspectie-chef kan bovendien enige aanvullende toelichting vorderen om zijn beslissing te rechtvaardigen.

Onverminderd de bepalingen van het tweede lid kan de Executieve de vorm en de samenstelling van het dossier vaststellen.

Indien het dossier niet volledig is, zendt de bosbeambte inspectie-chef het aan de aanvrager per ter post aangetekende brief terug waarin vermeld wordt dat de procedure hervat moet worden.

§ 3. Wordt de vergunning binnen 60 dagen niet bekendgemaakt of geweigerd dan kan de aanvrager binnen 30 dagen een beroep bij aangetekende zending bij de Bestendige Deputatie instellen. Een afschrift van het beroep wordt binnen vijf dagen na ontvangst ervan door de Bestendige Deputatie aan de bosbeambte inspectie-chef toegezonden. Zowel de aanvrager als de bosbeambte inspectie-chef of hun gemachtigden worden op hun verzoek door de Bestendige Deputatie verhoord. Vraagt een partij om verhoord te worden dan wordt de andere partij verzocht te verschijnen. De beslissing van de Bestendige Deputatie wordt ter kennis van de partijen gebracht binnen 60 dagen vanaf de dag waarop de aangetekende brief waarin het beroep is vermeld ter post afgegeven is. Worden de partijen verhoord dan wordt die termijn met 15 dagen verlengd. Wordt de beslissing binnen de voorgeschreven termijnen niet bekendgemaakt dan geldt de vergunning als zijnde geweigerd.

Zowel de aanvrager als de bosbeambte inspectie-chef kunnen bij de Executieve een beroep instellen binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van de Bestendige Deputatie of na het uitblijven van de bekendmaking. Dit beroep evenals de instellingstermijn ervan schorst de tenuitvoerlegging van de beslissing. Het wordt per ter post aangetekende brief aan de Executieve gestuurd die binnen vijf dagen na ontvangst ervan een afschrift ervan aan de andere partij laat toekomen. Zowel de aanvrager als de bosbeambte inspectie-chef of hun gemachtigden worden op hun verzoek door de

(1) Zitting 1984-1985.

Stukken van de Raad, 171 (1984-1985), nr. 1.

Volledig verslag, openbare vergadering van 2 september 1985.

Bespreking. — Stemming.

Executieve of door haar gemachtigde verhoord. Vraagt een partij om verhoord te worden dan wordt de andere partij verzocht te verschijnen. De beslissing van de Executieve wordt aan de partijen betekend binnen zestig dagen vanaf de dag waarop de aangetekende brief waarin het beroep is vermeld ter post afgegeven is.

Worden de partijen verhoord dan wordt die termijn met vijftien dagen verlengd. Wordt de beslissing binnen de voorgeschreven termijnen niet bekendgemaakt dan geldt de vergunning als zijnde geweigerd.

De beslissingen van de Bestendige Deputatie en van de Executieve zijn met redenen omkleed. De verleende vergunning kan van voorwaarden vergezeld zijn. »

Art. 4. Worden gestraft met een gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen en met een geldboete van 26 tot 2 000 frank of met één van die straffen degenen die de bepalingen van artikel 179bis heb-

ben overtreden en degenen die de bepalingen en voorwaarden van de bij toepassing van dit artikel verleende machtiging niet zijn nagekomen.

Onverminderd die straffen zullen de in titel XII van dit Wetboek vermelde bepalingen van toepassing zijn op de in het Waalse Gewest gepleegde overtredingen.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII met inbegrip van artikel 85, zijn van toepassing.

Art. 5. Artikel 41, § 1, eerste lid, 2bis, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, ingevoegd bij het decreet van 19 december 1984, is opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 16 september 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest, belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,
A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting en Energie,
Ph. BUSQUIN

De Minister van het Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,
de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,
V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor Huisvesting en Informatica,
J. MAYENCE-GOOSENS

REGION WALLONNE

F 85 — 2566

6 NOVEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 7 février 1985 désignant les autorités compétentes pour proposer ou attribuer le signalement et la mention défavorable aux agents du Ministère de la Région Wallonne

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87, § 3;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment les articles 57, 59 et 61;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, tel qu'il a été modifié, notamment les articles 3 et 9;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif Régional Wallon, modifié par les arrêtés de l'Exécutif du 17 novembre 1982 et des 10 et 28 juin 1983;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 7 février 1985 désignant les autorités compétentes pour proposer ou attribuer le signalement et la mention défavorable aux agents du Ministère de la Région Wallonne;

Vu l'avis du Comité de Consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil de Direction,

Arrête :

Article 1er. L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif du 7 février 1985 désignant les autorités compétentes pour proposer ou attribuer le signalement et la mention défavorable aux agents du Ministère de la Région Wallonne est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, dans les services extérieurs du Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche, l'inscription à la fiche individuelle et la proposition de signalement des agents des rangs 11 et 10 et des agents de niveau 2, sont de la compétence du supérieur hiérarchique le plus immédiat porteur d'un grade de rang 12 au moins. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 16 janvier 1985.

Art. 3. Le Ministre de la Région Wallonne qui a l'administration dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 novembre 1985.

J.-M. DEHOUSSE